

Analyse de la carte interactive des zones d'exploitation minière artisanale dans l'Est de la République démocratique du Congo

Mise à jour 2022 - *Synthèse*



*International Peace
Information Service vzw*



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

Analyse de la carte interactive des zones d'exploitation minière artisanale dans l'Est de la République démocratique du Congo, mise à jour 2022, Synthèse

Anvers, novembre 2022

Photo de la couverture :

Mineurs traitant les résidus d'une exploitation semi-industrielle, Watsa, Haut-Uélé

Auteurs : Ken Matthysen, Thomas Muller et Ntakobajira Zacharie Bulakali

Coordinateur des recherches de terrain: Ntakobajira Zacharie Bulakali

Chercheurs: Augustin Djamugisa Bedidjo, Bertin Nyamuhirwa Muganuza, Bienfait Mateso Mulindwa, Bienvenue Akasa Okoko, Chance-Clarice Cikanga, Emmanuel Kivuha Kahindo, Erick Mandingaka Itakabobo, Freddy Mugombekere Baleke, Gabriel Igilima Lunanga, Jérémie Kabunga Katembo, Josué Mfunyi Kadima, Lavoisier Lukindula Assumani, Mike Mudukwe Mirindi, Moise Katina Mbusa, et Philippe Bushiri Bilombele

SIG et analyse des données : Thomas Muller

Citation suggérée :

Matthysen, K., Muller, T. and Bulakali, N. Z. (2022) Analyse de la carte interactive des zones d'exploitation minière artisanale dans l'Est de la République démocratique du Congo, mise à jour 2022, Synthèse, (IPIS, Anvers, 2022), 20p.

International Peace Information Service (IPIS) est un institut de recherche indépendant fournissant des informations, des analyses, des avis politiques et un renforcement de capacités sur mesure pour soutenir les acteurs qui veulent réaliser une vision de paix durable, de développement durable et de respect des droits humains.

D/2022/4320/11

Clause de non-responsabilité

Ce document a été réalisé par IPIS avec le soutien de l'Integrated Land and Resource Governance Task Order, dans le cadre du projet Strengthening Tenure and Resource Rights II (STARR II) IDIQ.

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de IPIS et ne reflète pas nécessairement les opinions de USAID ou du gouvernement des États-Unis.

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS.....	4
INTRODUCTION	5
ANALYSE DES DONNÉES	7
EMAPE ET INGÉRENCE D'ACTEURS ARMÉS	9
CONTRÔLE DE L'ÉTAT	15
EXPLOITATIONS SEMI-INDUSTRIELLES	17
CONCLUSION.....	18

ABRÉVIATIONS

3T	Étain, tantale et tungstène
ADF	Allied Democratic Forces
ANR	Agence Nationale de Renseignements
CODECO	Coopérative pour le Développement Économique du Congo
CNPSC	Coalition nationale du peuple pour la souveraineté du Congo
CNRD	Conseil national pour le renouveau et la démocratie
EMAPE	Exploitation minière artisanale et à petite échelle
FARDC	Forces Armées de la République démocratique du Congo
FC	Franc Congolais
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FPP/AP	Front Patriotique pour la Paix–Armée du Peuple
ILRG	Integrated Land and Resource Governance
IPIS	International Peace Information Service
NDC-R	Nduma Défense du Congo – Rénové
PMH	Police des Mines et Hydrocarbures
PNC	Police Nationale Congolaise
RDC	République démocratique du Congo
SAEMAPE	Service d’Assistance et d’Encadrement de l’Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle
UPCP	Union des Patriotes Congolais pour la Paix
UPLD	Union des Patriotes pour la Libération et le Développement (Mai Mai Luc)

INTRODUCTION

Dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), le secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) emploie des centaines de milliers de personnes et joue un rôle important dans l'économie locale. Alors que les conflits armés de grande échelle autour des richesses minières de la RDC ont considérablement décliné au cours des vingt dernières années,¹ des acteurs armés continuent d'interférer dans le secteur minier et les conflits autour des ressources au niveau local sont toujours fréquents. International Peace Information Service (IPIS) a cartographié environ 2 720 sites miniers artisanaux dans l'Est de la RDC depuis 2009, en recueillant des données primaires sur l'ingérence des groupes armés, les types de minerais, le prix des minerais, les données démographiques des travailleurs, les routes commerciales, les problèmes environnementaux, etc.

Les sites artisanaux et à petite échelle étant en constante évolution, IPIS met régulièrement à jour sa base de données et sa carte des sites miniers sur base des nouvelles informations recueillies lors de chaque visite. Dans le cadre de son dernier projet de cartographie des mines, soutenu par le projet Integrated Land and Resource Governance (ILRG) financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), IPIS a visité 450 mines artisanales dans l'Est de la RDC entre septembre 2021 et mars 2022. Au total, 354 étaient des sites actifs, répartis dans différentes provinces, à savoir le Haut-Uélé, la province de Tshopo, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Maniema et le Tanganyika.² IPIS sélectionne les zones d'étude en fonction de plusieurs critères, incluant les récents développements intéressants, le temps écoulé depuis la dernière visite de la zone et l'intérêt pour une zone particulière exprimé par d'autres parties prenantes du secteur de l'EMAPE ou de partenaires (internationaux). Dans chaque zone, les équipes visitent autant de sites que possible pendant la durée de leur mission de recherche, en donnant la priorité aux sites les plus productifs.

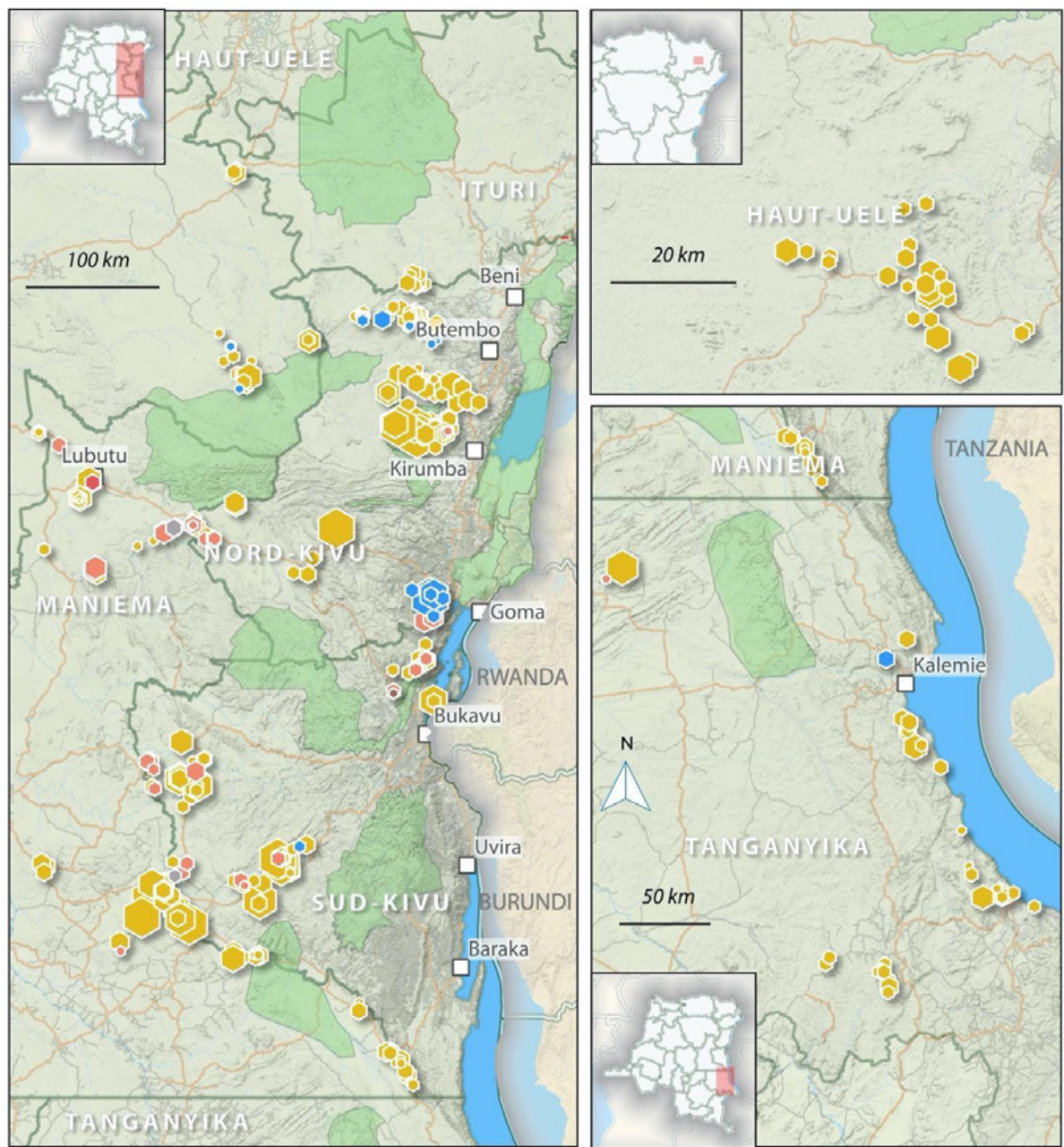
La Figure 1 indique l'emplacement géographique des mines visitées. Ces sites se trouvent également sur la carte interactive d'IPIS³ et dans son tableau de bord de données en libre accès sur l'artisanat minier en RDC.⁴

1 IPIS, Armed conflict, insecurity, and mining in eastern DRC : Literature review report, commandé par USAID, mai 2022, publication fin 2022.

2 Les équipes n'ont pas encore visité les mines de la province d'Ituri, principalement en raison de l'insécurité qui y règne.

3 <https://ipisresearch.be/mapping/webmapping/drcongo/v6>

4 IPIS Open Data Dashboard on artisanal mining in DRC https://ipisresearch-dashboard.shinyapps.io/open_data_app/ https://ipisresearch-dashboard.shinyapps.io/open_data_app/



Main mineral (visited in 2021-2022)	Number of workers (0 to 6,000)	Roads
● Gold	○ 0	— Regional
● Cassiterite	○ 200	— Local
● Coltan	○ 400	Boundaries
● Wolframite	○ 800	■ Protected areas
● Copper	○ 1,000 +	■ Provinces
● Diamond		■ International borders



Figure 1 : Carte des sites miniers visités dans l'est de la RDC, septembre 2021 – mars 2022

ANALYSE DES DONNÉES

Le présent document est un résumé des informations recueillies et des conclusions provisoires.⁵ D'autres visites de sites et collectes de données se poursuivront jusqu'au début de l'année 2023.

Tableau A : Sites miniers artisanaux par province, septembre 2021 - mars 2022

Province	Nombre de sites visités	Nombre de travailleurs
Haut-Uélé	25	3 745
Maniema	62	9 315
Nord-Kivu	126	24 209
Sud-Kivu	98	14 522
Tanganyika	28	2 733
Tshopo	15	1 080

IPIS a visité 354 sites miniers actifs, qui emploient environ 55 604 mineurs (Tableau A). Les mines d'or représentaient 86 % des mines visitées, suivies par les mines d'étain, de tantale et de tungstène (3T), qui représentaient 20 % des mines (Tableau B). Ces proportions sont cohérentes avec la base de données plus large d'IPIS sur les sites artisanaux et à petite échelle dans l'Est de la RDC.⁶

Tableau B : Type de minerais dans l'ensemble des données

Minerai	Nombre de mines	% de mines	Nombre de mineurs	% de mineurs
Or	304	86 %	48 677	88 %
Cassitérite	48	14 %	4 537	8 %
Coltan	19	5 %	4 188	8 %
Diamants	6	2 %	511	1 %
Tourmaline	3	1 %	660	1 %
Tungstène	3	1 %	24	0 %
Cuivre	2	1 %	91	0 %

Remarque : La somme du nombre de mines et de mineurs est supérieure à leurs totaux respectifs, à savoir 354 mines et 55 604 mineurs car une mine peut contenir différents minerais.

Bien que l'EMAPE constitue une importante source de moyens de subsistance pour les jeunes en RDC, ces opportunités ne sont pas accessibles à tous. Les **femmes** ne représentent que 3 % des mineurs sur les sites visités (1 730 mineurs femmes, sur un total de 55 604). Les normes sociales et les risques liés à la sécurité constituent un obstacle à une plus grande participation des femmes. Pourtant, elles jouent un rôle important dans le secteur de l'EMAPE, principalement à travers la prestation de services auxiliaires, comme la préparation de nourriture, le transport et la tenue de boutiques dans les communautés minières. Les femmes sont présentes dans 53 % des sites visités et sont plus largement représentées dans les plus grands sites miniers.

5 Un rapport complet est également disponible : Bulakali, N. Z., Matthysen, K. et Muller, T., Analysis of the interactive map of artisanal mining areas in eastern Democratic Republic of Congo, IPIS, 2022

6 Sur les 2 480 mines (employant environ 330 000 mineurs) visitées par IPIS au cours des dix dernières années (depuis janvier 2013), 71 % sont des mines d'or (78 % des mineurs), 23 % des mines de cassitérite (19 % des mineurs) et 9 % de coltan (5 % des mineurs).

De même, IPIS estime que les **enfants** de moins de quinze ans représentent 3 % des travailleurs sur les sites visités (1 614 mineurs de moins de 15 ans). Ces derniers travaillent principalement dans des mines à ciel ouvert, par opposition aux mines souterraines, et sont souvent employés pour laver ou traiter les minerais. Il est également préoccupant de constater que, dans 17 mines d'or, les enfants utilisent du mercure pour traiter les minerais d'or.



Traitement de l'or, Mwenga, Sud Kivu

EMAPE ET INGÉRENCE D'ACTEURS ARMÉS

L'exploitation minière et le commerce des minerais sont des éléments importants de la perpétuation des conflits et de l'insécurité dans l'Est de la RDC. Les acteurs armés étatiques et non étatiques profitent du secteur minier pour générer des revenus, ce qui alimente les violations des droits humains : ce que l'on appelle le problème des « minerais de conflit ».⁷ Alors que les conflits armés de grande échelle autour des richesses minières de la RDC ont considérablement décru au cours des vingt dernières années, le présent rapport illustre que des acteurs armés interfèrent continuellement dans le secteur minier et que les conflits autour des ressources sont toujours fréquents à l'échelle locale.

IPIS évalue le niveau de sécurité sur les sites miniers en fonction de différents critères, notamment les visites de groupes armés, le comportement des forces de sécurité étatiques, la violence et les conflits.

Des tensions économiques, sociales et politiques apparaissent souvent au sein du secteur de l'EMAPE. Ainsi, l'équipe d'IPIS a signalé des **conflits** sur 29 % des sites visités (103 sur 354), impliquant des tensions sur les limites géographiques entre différentes exploitations, le vol de minerais, des conflits entre propriétaires fonciers et mineurs, et des conflits concernant la répartition des revenus entre les parties prenantes. Des incidents de **violence** ont été signalés sur 14 % des sites (51 sur 354) au cours des six derniers mois.

L'**ingérence d'acteurs armés**, étatiques et non étatiques, a été rapportée sur 41 % des sites miniers (146 des 354 sites miniers). Les acteurs armés les plus présents sur les sites artisanaux et de petite échelle sont les forces de sécurité de l'État, dont les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) (présentes dans 36 % des mines) et la Police Nationale Congolaise (PNC) (15 % des mines). Les acteurs armés non étatiques sont également présents sur les sites artisanaux, parmi lesquels les groupes Mai Mai (présents sur 20 % des sites), NDC-R (5 %) et Nyatura (1 %) (Tableau C).

Tableau C : Présence d'acteurs armés sur les sites miniers

Acteur armé	Nombre de mines	% de mines	Nombre de mineurs	% de mineurs
FARDC (forces armées nationales)	126	36 %	22 931	41 %
PNC (Police)	54	15 %	11 311	20 %
Groupes Mai Mai	70	20 %	19 353	35 %
NDC-R	17	5 %	12 571	23 %
Autre	4	1 %	355	1 %

Les **FARDC** sont le principal acteur armé présent dans les mines et il est à noter que des unités interfèrent dans le secteur minier dans presque tous les territoires (Figure 2) Les unités des FARDC peuvent régulièrement être observées dans les mines dans des zones où elles sont déployées pour assurer la sécurité contre les activités de groupes armés. Dans ces cas-là, elles ont souvent recours à la taxation illégale, appelée « *effort de guerre* » pour générer des revenus. Il existe cependant des cas où les FARDC et les groupes Mai Mai ont des accords informels sur la distribution des revenus de mines d'or afin de protéger leurs inté-

7 Les minerais ont joué un rôle important dans le financement des conflits dans l'Est de la RDC au cours des vingt dernières années. Alors que le Rwanda et l'Ouganda étaient principalement motivés par des préoccupations politiques et sécuritaires lors de la première Guerre du Congo (1996-1997), la deuxième Guerre du Congo (1998-2003) était bien davantage motivée par des préoccupations d'ordre économique, à savoir l'accès aux ressources naturelles et leur contrôle. Depuis la fin des Guerres du Congo en 2003, l'insécurité et la violence armée ont persisté dans l'Est de la RDC. Ces vingt dernières années ont été marquées par la prolifération de groupes d'autodéfense, dont les groupes Mai Mai, Nyatura et Raïa Mutomboki, entraînant une situation où environ 120 groupes armés opèrent dans l'Est de la RDC. La plupart des groupes armés ont été créés pour des raisons idéologiques ou sécuritaires, souvent pour soutenir des communautés ethniques spécifiques. L'exploitation des ressources naturelles n'est pas une raison directe de conflit, mais l'abondance de mines (en particulier, de mines d'or) offre des opportunités économiques aux groupes armés pour financer leur survie.

rêts économiques respectifs. (Par exemple, entre les Mai Mai Malaika et les FARDC dans le territoire de Kabambare, dans la province de Maniema, cf. section 3.2.1.6 du rapport intégral).⁸

Néanmoins, les éléments des FARDC sont également présents dans des zones relativement calmes, comme le territoire de Kasongo dans la province de Maniema. Bien qu'ils n'extorquent pas toujours directement les mineurs dans ces zones, les commandants de l'armée ont développé des intérêts dans les activités minières, une pratique illégale. Certains éléments des FARDC possèdent des puits de mine ou des machines de concassage et organisent la fraude, en facilitant les exonérations fiscales par exemple.

Les points névralgiques de l'ingérence des groupes armés dans le secteur minier sont : le territoire de Bafwasende dans la province de Tshopo (Mai Mai Luc) ; les territoires de Lubero et Walikale au Nord-Kivu (rebelles Simba, Mai Mai, FPP-AP, NDC-R et Nyatura) ; Bunyakiri-Nyawarongo dans le territoire de Kalehe et le territoire de Shabunda au Sud-Kivu (Mai Mai et Nyatura) ; le territoire de Kabambare dans la province de Maniema (Mai Mai) ; et les territoires de Kalemie et Moba dans la province de Tanganyika (Mai Mai). Ces groupes sont brièvement décrits dans l'encadré ci-dessous. Une discussion plus approfondie et des cartes détaillées de leur présence figurent dans le rapport intégral.⁹

Il ne s'agit certainement pas d'un aperçu complet du « financement des conflits » et de l'ingérence armée dans les mines de l'Est de la RDC. Les Mai Mai Yakutumba (territoire de Fizi, Sud-Kivu) et les milices *Coopérative pour le Développement Économique du Congo (CODECO)* et *Zaire* (territoire de Djugu, province d'Ituri) sont les acteurs les plus connus absents de cette analyse. Les Mai Mai Yakutumba, et leurs intérêts dans le secteur de l'exploitation aurifère, font l'objet d'une autre étude d'IPIS datant de 2021.¹⁰ Par ailleurs, IPIS a évité le territoire de Djugu au cours des quelques derniers mois en raison de l'insécurité qui y règne. CODECO et Zaire sont cependant abordés dans une récente revue littéraire d'IPIS¹¹ et feront l'objet d'une étude de cas développée fin 2022.

Pour terminer, l'Est de la RDC abrite plus d'une centaine de groupes rebelles, pour la plupart de petite taille.¹² Même si beaucoup d'entre eux fournissent des exemples intéressants de la dynamique entourant le financement des conflits, comme Charles Quint dans le territoire de Shabunda (un groupe Raïa Mutomboki), ils n'ont pas pu être tous abordés dans le temps imparti pour cette étude.

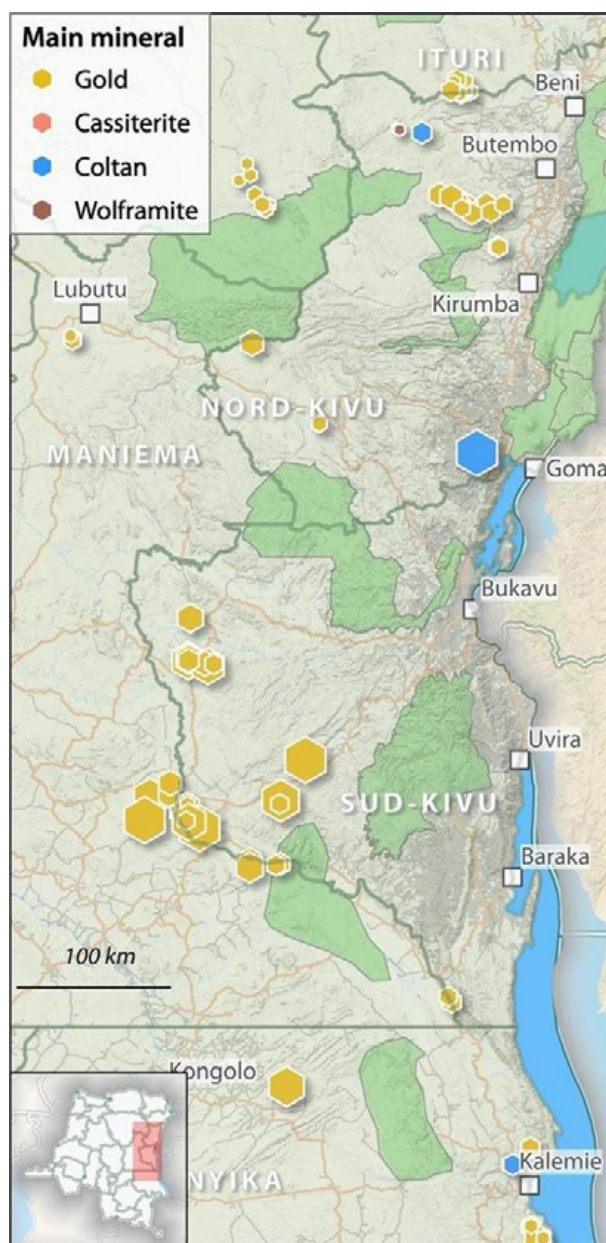


Figure 2 : Carte des sites miniers visités enregistrant des interférences illégales par des unités des FARDC, 2021-2022

8 Bulakali, N. Z., Matthysen, K. et Muller (2022), op. cit.

9 Bulakali, N. Z., Matthysen, K. et Muller, T. (2022), op. cit.

10 IPIS, *Conflict analysis and stakeholder mapping in South Kivu and Ituri*, commandée par le projet Madini, avril 2021.

11 IPIS (à paraître fin 2022), op. cit.

12 Kivu Security Tracker, *The Landscape of Armed Groups in Eastern Congo: Missed opportunities, protracted insecurity and self-fulfilling prophecies*, février 2021



Site minier de Katuzo, Shabunda, Sud Kivu

Bref aperçu des groupes armés dans le secteur minier

IPIS a rencontré un large éventail de groupes armés dans les 354 sites miniers visités. Nous les avons tous répertoriés, ainsi que quelques autres groupes importants, dans cet encadré. Le site internet Kivu Security Tracker (KST) donne aussi un aperçu plus général des groupes armés présents dans l'Est de la RDC.¹³

« Mai Mai Simba » est un nom utilisé par plusieurs groupes armés, qui remonte à 1964, lorsque le Lumumbiste Pierre Mulele a lancé un mouvement de rébellion contre l'État congolais. Ce mouvement s'est toutefois rapidement retrouvé bloqué dans les forêts de la zone frontalière entre le Maniema, le Nord-Kivu, l'Ituri et la Tshopo. Nous avons rencontré trois groupes qui utilisent le nom Simba :

- Mai Mai Luc, ou Union des Patriotes pour la Libération et le Développement (UPLD), commandée par Luc Yabili ;
- Les rebelles Simba des commandants Mangaribi et Manu (ex-Morgan) opèrent pour la plupart dans le territoire de Mambasa (Ituri) jusqu'à la zone frontalière avec le territoire de Lubero (Nord-Kivu) ;
- Les rebelles Simba du général Mando Mazeri (les « Forces Divines Simba ») ont trouvé refuge dans le parc national de la Maiko, dans le territoire de Lubutu (nord du Maniema) depuis des décennies et ont aussi été observés traversant parfois le territoire voisin de Walikale (Nord-Kivu).

La situation sécuritaire la plus difficile a été observée dans la zone frontalière entre le sud de Lubero et le nord de Walikale, dans la province du Nord-Kivu. Les territoires de Lubero et Walikale abritent plusieurs groupes armés d'autodéfense appelés collectivement « Mai Mai Mazembe ».

Le mouvement est apparu vers 2015 dans le but de défendre les communautés Nande et Kobo contre les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), mais aussi plus tard contre d'autres groupes comme les Allied Democratic Forces (ADF) dans le territoire de Beni. Les Mai Mai Mazembe ont également été accusés de violences contre des civils Hutus de manière générale.¹⁴ Dans ce rapport, nous faisons référence à deux factions Mazembe :

¹³ <https://kivusecurity.org/about/armedGroups>

¹⁴ <https://kivusecurity.org/about/armedGroups>

- Mai Mai Juvenal au nord de Batangi ;
- Le Front Patriotique pour la Paix–Armée du Peuple (FPP/AP) est à l’heure actuelle le groupe le plus puissant au sud du territoire de Lubero. Il compte entre 200 et 300 combattants et est commandé par Kasereka Kasyano Kabidon. FPP/AP affronte régulièrement les Nduma Défense du Congo – Rénové (NDC-R) de Guidon, notamment pour l’accès aux mines d’or.¹⁵

NDC-R est la faction la plus importante du mouvement NDC original de Sheka Ntabo Ntaberi, qui a émergé de la communauté Nyanga dans le territoire de Walikale. Entre-temps, le NDC-R s’est également scindé en deux factions, une appartenant au commandant Bwira et l’autre à Guidon. Les équipes d’IPIS ont signalé l’ingérence de NDC-R Guidon dans le secteur minier à Walikale et Lubero

Plusieurs groupes Nyatura opèrent traditionnellement dans les territoires de Masisi et Rutshuru, dans le sud du Nord-Kivu. Ils prétendent protéger la population hutu congolaise (rwandophone) contre les menaces des Mai Mai ou de l’armée. Dans de précédents rapports, IPIS a évoqué les défis que la présence et l’ingérence des Nyatura représentent pour les mines validées autour de Rubaya.¹⁶ Depuis 2018, ces derniers opèrent toutefois aussi dans le territoire de Kalehe, dans le nord du Sud-Kivu, dans le sillage de l’arrivée de réfugiés rwandophones. Des affrontements avec des groupes armés Raïa Mutomboki ont été signalés.

Une pléthore de groupes Raïa Mutomboki opère dans plusieurs territoires du Sud-Kivu, principalement dans les territoires de Shabunda, mais aussi de Walungu et même de Kalehe. Ils ont été créés comme groupes d’autodéfense contre les FDLR vers 2005. Au fil des années, ils ont développé différentes sources de revenus et IPIS a régulièrement signalé leur ingérence dans le secteur minier.¹⁷ Leur niveau d’ingérence semble toutefois décroître.

La mobilisation armée dans la zone frontalière entre le Sud-Kivu (territoires de Shabunda et Fizi), le Maniema (territoire de Kabambare) et le Tanganyika (territoires de Nyunzu et Kalemie) se concentre principalement autour de la *Coalition Nationale du Peuple pour la Souveraineté du Congo (CNPSC)*. La Coalition est dirigée par William Amuri Yakutumba et réunit une douzaine de groupes Mai Mai locaux. Le groupe principal, Mai Mai Yakutumba, n’est pas évoqué dans le présent rapport puisque sa zone d’opérations, notamment le territoire de Fizi, fait l’objet d’une autre étude d’IPIS datant de 2021.¹⁸ Mai Mai Yakutumba est actuellement l’un des exemples les plus notoires de financement des conflits par des ressources naturelles. Le Groupe d’Experts des Nations Unies signale depuis de nombreuses années ses revenus tirés de l’exploitation forestière illégale, du commerce de séquoias, des taxes sur la pêche et de l’exploitation aurifère.

Deux autres organisations membres de la CNPSC, à savoir les **Mai Mai Malaika** et les **Mai Mai Apa Na Pale**, sont évoquées dans le présent rapport. Les Mai Mai Malaika ont été chassés du territoire de Shabunda et opère actuellement à Kabambare (province de Maniema). Le groupe a été fondé par défunt She (ou Sheikh) Assani et est connu pour sa lutte armée contre les activités de la compagnie minière industrielle Banro à Namoya et Salamabila.

Le groupe Mai Mai Apa Na Pale est basé dans le territoire de Kalemie, mais opère également dans les territoires voisins de Kabambare, Nyunzu et Fizi. Le groupe, commandé par Mundus, a été créé pour protéger la communauté Batwa contre les Bantous.

À l’inverse, le groupe **Mai Mai Éléments** est une milice d’autodéfense locale protégeant les communautés bantoues contre la mobilisation du groupe armé Twa. Ce rapport abordera certaines des activités de la faction menée par Bitonto, qui opère entre Kalemie et Moba, le long des côtes du Lac Tanganyika.

15 Groupe d’experts de l’ONU, Rapport final du Groupe d’experts de l’ONU sur la RDC, 10 juin 2021, S/2021/560, Annexe 30 ; Congo Research Group, *For the Army, With the Army, Like the Army ? La montée en puissance de Guidon*, mai 2020

16 IPIS, *Mapping artisanal mining areas and mineral supply chains in eastern DR Congo Impact of armed interference & responsible sourcing*, Avril 2019, p.30.

17 IPIS (Avril 2019), op. cit., p. 16; IPIS (à paraître fin 2022), op. cit.

18 IPIS, (Avril 2021), op.cit.

L'analyse des données permet de dégager certaines **tendances et corrélations** sur l'ingérence armée et l'insécurité autour des sites miniers. IPIS utilise plusieurs outils analytiques, parmi lesquels la carte interactive¹⁹ et le « Responsible Mining Scorecard » (RMS) d'IPIS. Le RMS calcule des scores pour des indicateurs clés, parmi lesquels l'« accessibilité », la « sécurité » et la « présence de l'État ». Le calcul des scores se fait par la comparaison entre les données recueillies sur le terrain et une liste de critères prédéterminés.²⁰

Les résultats d'IPIS suggèrent que les **acteurs armés ont tendance à convoiter davantage les mines les plus productives**. En effet, on peut observer une corrélation négative entre « production » et « sécurité » (cf., par exemple, le corrélogramme au point 3.3.4 du rapport intégral, pour les sites aurifères, Pearson corr = -0.24, P < .001). Cette observation est confirmée par le nombre d'acteurs armés présents sur les sites miniers. IPIS a observé l'ingérence d'acteurs armés sur 41 % des sites miniers visités (146 sites miniers sur 354) et ces mines emploient 65 % des mineurs de notre ensemble de données (36 276 mineurs sur un total de 55 604).²¹

En outre, les données d'IPIS montrent clairement que les **mines d'or souffrent considérablement plus de l'insécurité** que les mines 3T. L'indicateur « sécurité » du RMS d'IPIS se base sur les visites de groupes armés, le comportement des forces de sécurité étatiques, la violence et les conflits. La moyenne est de -2,1 pour les mines d'or (écart type : 4,8), soit un score nettement plus bas que celui des mines 3T (moyenne : 1,3 ; écart type : 2,6) (Figure 3).

L'or est traditionnellement beaucoup plus sujet aux problèmes de contrebande et de financement des conflits que d'autres minerais. Comme l'or présente un rapport valeur/volume élevé, il est plus facile à cacher, à transporter et à passer en contrebande. Il est aussi régulièrement utilisé comme mode de paiement dans certaines zones isolées où les flux monétaires sont limités, ce qui sape les efforts officiels de traçabilité et de contrôle de la chaîne d'approvisionnement.

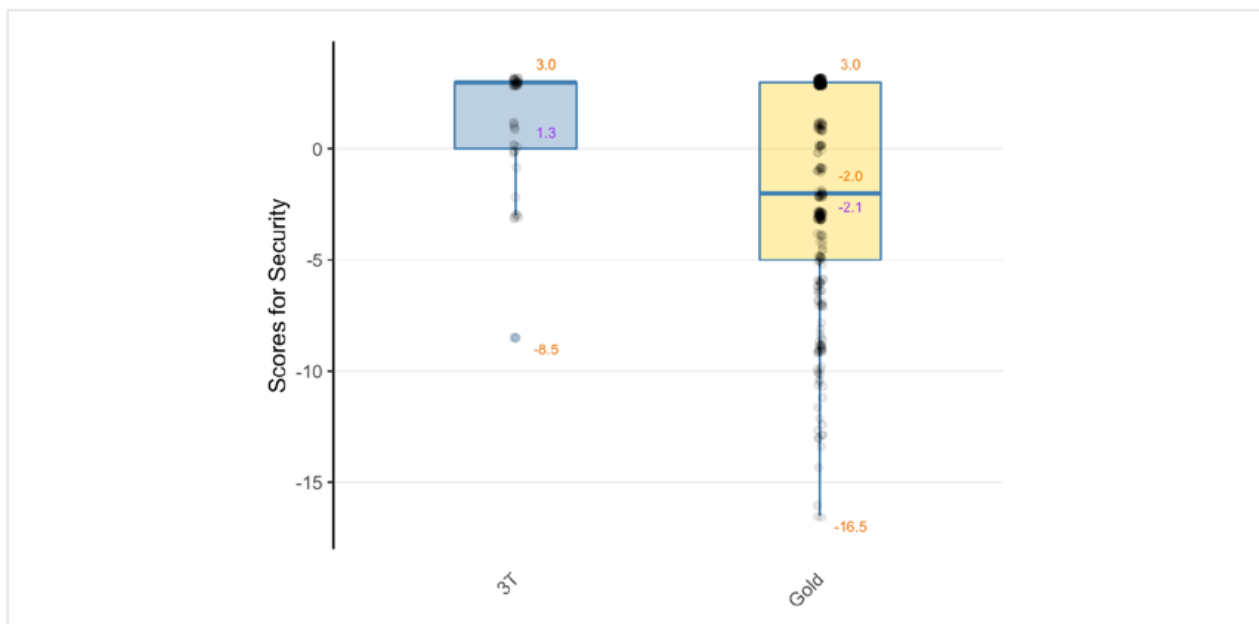


Figure 3 : Boxplots des scores de l'indicateur du RMS 'Sécurité', 3T vs or, avec des indications sur les valeurs minimales, maximales et médianes (texte en brun), et la moyenne (violet).

19 <https://ipisresearch.be/mapping/webmapping/drcongo/v6>

20 Le RMS est abordé en détail dans un rapport consultable sur le site Internet d'IPIS : IPIS, Responsible mining scorecard in eastern DRC, août 2022 (<https://ipisresearch.be/publication/responsible-mining-scorecard-in-eastern-drc/>) ; De plus, un tableau de bord en ligne donne accès aux scores des sites miniers pour les différents indicateurs : https://ipisresearch-dashboard.shinyapps.io/mining_scorecard_easterndrc_app/

21 Ces tendances sont largement confirmées sur la base des sites miniers visités par IPIS au cours des trois dernières années (depuis avril 2019) : 321 mines sur 785 (soit 41 %), qui représentent 54 000 travailleurs sur un total de 94 000 (57 %), sont touchées par une ingérence armée.

Pour terminer, nous observons également une corrélation positive entre les scores des indicateurs « accessibilité » et « sécurité » (Pearson corr = 0.27, P < .001, pour les sites aurifères). Ces résultats suggèrent que les **sites plus accessibles sont moins susceptibles de souffrir de l'ingérence d'acteurs armés.**



Conditions routières difficiles dans le territoire de Bafwasende, Tshopo

IPIS a également souligné l'importance d'analyser le lien entre insécurité et exploitation minière au-delà de la définition traditionnelle du « financement des conflits », c'est-à-dire au-delà de l'ingérence directe de groupes armés sur les sites miniers. Dans certaines zones, bien que peu de mines sont soumises à l'interférence de groupes armés, subsistent des problèmes de sécurité étroitement liés à l'exploitation minière. Des tensions et des conflits locaux peuvent persister autour de l'accès aux mines et aux minerais avec un risque que les différentes parties se tournent vers des groupes armés pour protéger leurs revendications. De surcroît, les derniers paragraphes de cette synthèse traitent de la présence accrue d'exploitations semi-industrielles dans le secteur de l'EMAPE de l'Est de la RDC, ce qui représente une autre source de tensions pour l'accès aux ressources. Enfin, de nombreux anciens Mai Mai non démobilisés travaillent dans les mines, entravant considérablement la capacité des agents de l'État à surveiller le secteur.

CONTRÔLE DE L'ÉTAT

Même si la majorité des activités minières dans l'Est de la RDC est informelle, les **services étatiques** surveillent dans une certaine mesure la plupart des sites. Les équipes d'IPIS ont fait état de visites de services de l'État sur 83 % des sites miniers (293 sites). Les principaux services présents sur les sites miniers visités sont le SAEMAPE et la Division des Mines, qui sont tous deux des services du Ministère des Mines. La Police des Mines (PMH, *Police des Mines et Hydrocarbures*) est la force policière spécifiquement chargée de veiller à la sécurité dans et autour des sites miniers. « Chefferie/secteur » et « Groupement » sont des autorités locales (souvent douanières).

Tableau D : Services de l'État présents sur les sites miniers (au cours des six mois précédant la visite)

Service	Nombre de mines	% de mines
SAEMAPE	269	76 %
Division Mines	256	72 %
Police des Mines (PMH)	154	44 %
Chefferie/secteur	77	22 %
Groupement	28	8 %

Malgré des niveaux raisonnablement élevés de présence signalée de services étatiques (Tableau D), le contrôle réel de l'État sur l'EMAPE est plutôt restreint. Premièrement, bien que les services de l'État visitent de nombreux sites, la fréquence des visites peut être très faible. Deuxièmement, dans de nombreux cas, les gens considèrent les agents comme des « exploiters » plutôt que comme des « soutiens ». **Alors que les agents de l'État sont présents sur 83 % des sites, des plaintes ont été enregistrées sur 74 % de ces sites.** Les plaintes concernent le plus souvent une taxation exagérée, ainsi que des problèmes liés aux agents de l'État ayant leurs propres intérêts dans l'exploitation minière ou qui menacent les mineurs. La « taxation sans reçu » a par exemple été signalée sur 182 sites, la « surtaxation » (demander plus que ce que prévoit la législation) sur 127 sites et l'« appropriation de puits » par des agents étatiques (ce qui est illégal) sur 63 sites.

Une fois encore, il existe une différence notable entre les sites 3T (40 %) et les sites aurifères (82 %) en ce qui concerne les plaintes relatives au comportement des agents de l'État. Des niveaux élevés de fraude et de contrebande dans le secteur aurifère semblent stimuler le comportement de prédation de la part de certains agents de l'État.

L'avidité de certains agents étatiques ne constitue pas nécessairement le principal moteur de ces pratiques illégales. Des problèmes structurels de gouvernance persistent, notamment le non-paiement des agents de l'État, le manque de contrôle de l'EMAPE en général et des pratiques de gouvernance informelles bien établies. Par ailleurs, le secteur de l'EMAPE se caractérise par un « pluralisme légal », à savoir la coexistence de différents systèmes normatifs et d'autorités, dont les services de l'État, les autorités coutumières, les acteurs économiques et de plus en plus d'initiatives d'approvisionnement responsables. Pour pouvoir accéder aux mines et aux minerais, il est nécessaire de traiter avec diverses autorités, parmi lesquelles des représentants de l'État, des chefs militaires, des chefs locaux, des associations et des coopératives. Tous perçoivent des taxes officielles (prévues par la loi) et non officielles.

Comme la collecte des impôts représente un véritable défi dans un **secteur de l'EMAPE largement informel**, et en particulier dans les mines d'or, les agents étatiques appliquent des stratégies alternatives, souvent informelles. Un exemple courant est la *taxation forfaitaire* appliquée par de nombreux agents de l'État.

Alors que la plupart des acteurs de l'EMAPE travaille de manière non officielle, des efforts ont été accomplis en vue de formaliser le secteur, parmi lesquels l'exigence imposée par le gouvernement en 2010 aux mineurs artisanaux de s'organiser en **coopératives minières**. Cette exigence a été mise en place pour améliorer la réglementation du secteur minier afin de lutter contre l'exploitation minière illégale et le commerce de minerais qui s'en suit, et son lien avec les groupes armés et l'insécurité dans l'Est de la RDC. Les coopératives minières ont fleuri dans tout l'Est du pays. Cinquante-six pour cent des sites miniers visités par IPIS (197 sites) avaient au moins une coopérative en place. Ce pourcentage est nettement plus élevé pour les sites 3T (76 % du nombre total de sites 3T, par rapport à 52 % pour les sites aurifères), le secteur 3T étant plus régulé que le secteur aurifère.

Malheureusement, dans la pratique, les coopératives minières dans l'Est de la RDC sont souvent devenues des vecteurs d'exploitation, touchées par la captation d'élites imposant des monopoles commerciaux sans offrir aucun soutien aux mineurs et parfois organisées selon des lignes ethniques. Les équipes d'IPIS ont recueilli des données concernant la perception des coopératives par les mineurs. Sur 44 % des sites miniers dotés d'une coopérative (86 sites sur 197), les mineurs se sont plaints que les coopératives les exploitaient ou ne leur offraient aucun soutien. Cependant, il se peut que ces perceptions ne constituent pas une évaluation précise des performances réelles des coopératives, car la plupart des mineurs ne sont pas suffisamment informés des responsabilités et des devoirs des coopératives.

Au cours de la dernière décennie, les efforts politiques et les initiatives internationales d'approvisionnement responsable ont contribué à faire progresser la transparence dans le secteur 3T. La surveillance de l'État est plus soutenue dans ce secteur que dans le secteur aurifère et il est moins affecté par l'ingérence d'acteurs armés. Néanmoins, le gouvernement continue également de lutter contre les problèmes de gouvernance dans le secteur 3T.

Un récent rapport de Global Witness²² a dénoncé la manière dont les systèmes de traçabilité blanchissent de grandes quantités de 3T dans l'Est de la RDC, « **contaminant** » les ainsi-nommées « **chaînes d'approvisionnement** de minerais responsables et exempts de conflit ». Dans ces chaînes d'approvisionnement contrôlées, les sacs de minerais doivent être étiquetés (ou marqués) par des agents de l'État au niveau des sites miniers afin de garantir l'origine de tous les minerais exportés. Cependant, des sacs de minerais continuent d'être étiquetés dans des centres de négoce éloignés des sites miniers et comme s'ils provenaient d'autres sites miniers qui seraient, aux, validés. Les équipes d'IPIS, par exemple, ont signalé ce type de problèmes dans le territoire de Lubutu, dans la province du Maniema. Des efforts ont été déployés pour combler les lacunes dans les principaux systèmes de traçabilité. Néanmoins, les principaux facteurs à l'origine de l'échec des efforts d'approvisionnement raisonnable persistent, parmi lesquels un manque d'appropriation locale, des stratégies d'exclusion, la corruption et les défis plus larges de la gouvernance minière.²³



Site aurifère de Mambuluku, Walikale, Nord Kivu

22 Global Witness, *The ITSCI laundromat: How a due diligence scheme appears to launder conflict minerals*, avril 2022

23 IPIS (Decembre 2022), op. cit.

EXPLOITATIONS SEMI-INDUSTRIELLES

Le nombre croissant d'entreprises, souvent dotées de capitaux étrangers, dédiées à l'exploitation aurifère semi-industrielle constitue une autre tendance clé dans le secteur de l'EMAPE. La présence de sociétés semi-industrielles chinoises a été observée dans plusieurs mines. L'arrivée de ces sociétés étrangères est souvent associée à un certain nombre de problèmes récurrents : ces dernières paient souvent pour que leurs sites soient gardés par les FARDC et la PNC ; elles évincent les mineurs artisanaux locaux ; les représentants de l'État sont incapables de surveiller leurs activités et leur production ; elles travaillent illégalement avec des permis de coopératives minières artisanales, en utilisant un niveau de mécanisation qui ne serait pas autorisé sur ces sites ; et les communautés locales se plaignent de l'impact environnemental et du manque de contribution au développement local.

Le manque de clarté concernant les permis et le contrôle limité par les services de l'État suscitent de sérieuses inquiétudes quant aux risques potentiels liés aux exploitations semi-industrielles, par exemple concernant l'impact environnemental et social. Les risques deviennent plus tangibles quand on analyse l'ampleur de certaines de ces exploitations à l'aide d'images satellites. La Figure 4 montre comment le site minier « Dieu Merci » s'est étendu au cours des deux dernières années, via un nombre croissant de puits et de bassins. D'autres exemples sont abordés dans le rapport intégral afin de montrer pourquoi une gouvernance claire et une surveillance étroite de ces exploitations sont nécessaires pour gérer les risques potentiels.

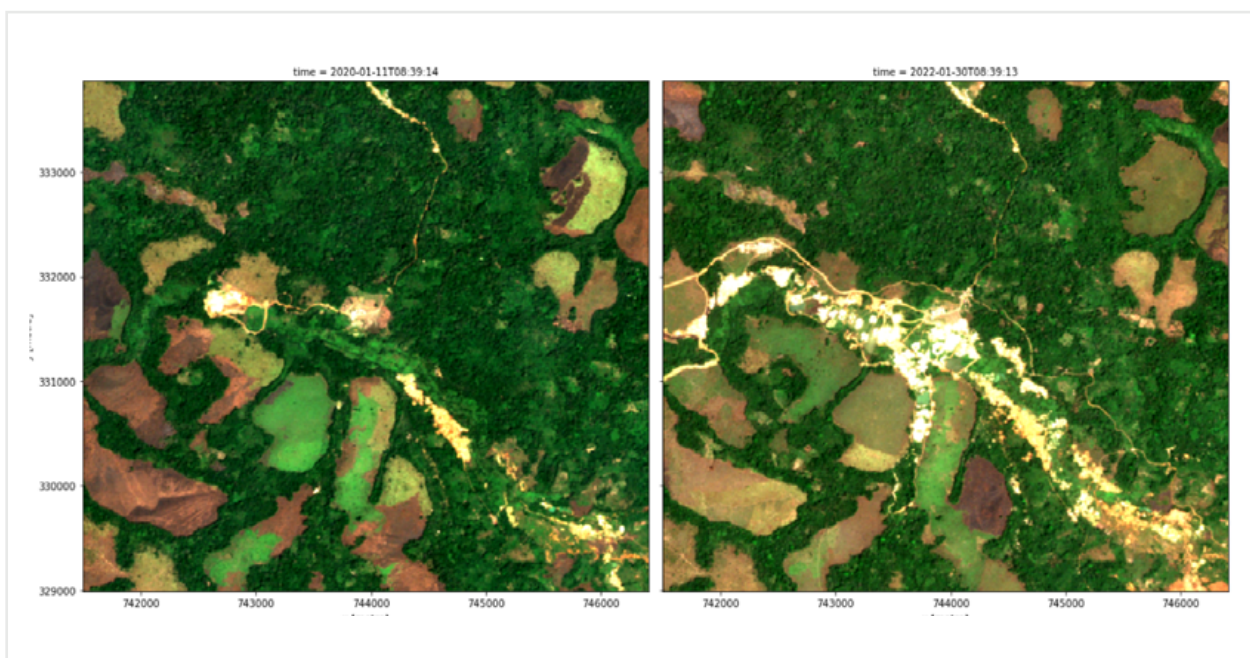


Figure 4 : Images satellites du site 'Dieu Merci', où une exploitation aurifère semi-industrielle a eu lieu au cours des deux dernières années. Images composites sans nuage à partir d'imageries compilées au cours du premier semestre des années 2020 (à gauche) et 2022 (à droite).

Source : Sentinel-2. Images composites sur six mois calculées via Digital Earth Africa Sandbox²⁴

Les frustrations des communautés locales liées à ces exploitations sont une **source de tensions** réelle qui risque d'entraîner un regain d'insécurité et de violence. Une surveillance plus étroite de ces exploitations et une gestion des risques afférents sont donc importantes pour éviter tout dérapage ultérieur de la situation. IPIS a observé ces frustrations dans différentes zones, dont les territoires de Lubutu (Maniema), Kabambare (Maniema) et Watsa (Haut-Uélé).

24 <https://www.digitalearthafrika.org/>

CONCLUSION

Les 354 sites actifs visités par IPIS constituent une source d'informations permettant de mieux comprendre les grandes tendances du secteur de l'EMAPE. Notre étude se concentre sur l'ingérence d'acteurs armés dans les sites miniers, le contrôle de l'État sur l'EMAPE et les niveaux croissants de mécanisation.

Un éventail de groupes armés sont présents sur les sites miniers. La situation sécuritaire la plus difficile a été observée dans la zone frontalière entre le sud de Lubero et le nord de Walikale, dans la province du Nord-Kivu. Plusieurs groupes armés, dont différentes factions du NDC-R et le FPP/AP, s'affrontent en partie pour l'accès aux sites miniers. Le financement des conflits est un problème important dans la zone, car quelques dizaines de sites sont contrôlés par ces groupes. Pour certaines des mines de plus grande taille, le FPP/AP gagne quelques milliers de dollars américains par mine chaque mois à travers des taxes forfaitaires, imposées aux mineurs et à leur personnel, ainsi qu'à travers des taxes et monopoles sur le commerce d'autres marchandises.

Dans plusieurs zones, les groupes armés continuent de s'appropriier les bénéfices du secteur minier, tandis que les FARDC semblent tolérer ces pratiques. Les FARDC ont parfois repoussé les rebelles Mai Mai, par exemple dans le sud du territoire de Shabunda (Sud-Kivu), mais ne les combattent plus activement dans d'autres territoires comme ceux de Kalemie (Tanganyika) et Kabambare (Maniema). Dans plusieurs cas, les FARDC et les groupes Mai Mai se préoccupent tous deux de leurs intérêts économiques et s'accordent même parfois sur la répartition des revenus des mines aurifères.

Il existe également un lien entre l'EMAPE et l'insécurité, au-delà du financement direct des conflits. D'anciens rebelles travaillent dans les mines et n'ont jamais été vraiment démobilisés, suscitant la peur parmi les agents de l'État, par exemple dans le territoire de Moba (Tanganyika), où d'anciens combattants Mai Mai constituent une grande partie de la main-d'œuvre.

La principale source d'ingérence armée demeure les FARDC. Vingt-sept pour cent des mineurs dans notre ensemble de données travaillent dans une mine où les FARDC extorquent les bénéfices (15 060 mineurs sur 55 604). Les unités des FARDC prélèvent régulièrement des taxes illégales dans les mines situées dans les zones où elles sont déployées pour assurer la sécurité contre les groupes armés. En outre, des unités des FARDC sont parfois présentes dans les mines de zones relativement calmes, comme le territoire de Kasongo (Maniema).

De plus, les FARDC et les unités de la police sont régulièrement présentes sur les permis d'exploitations semi-industrielles afin de les protéger contre plusieurs menaces, comme les groupes armés non-étatiques, et le mécontentement des mineurs locaux ou des communautés locales. L'utilisation des FARDC comme gardes de sécurité privée soulève des questions et les équipes d'IPIS ont régulièrement fait état de plaintes concernant de mauvaises pratiques à l'encontre de mineurs comme des arrestations arbitraires ou l'imposition d'amendes illégales, par exemple dans la concession SOMIL dans le territoire de Lubutu (Maniema).

Malgré les exemples illustrant le lien persistant entre « mines » et « insécurité », des progrès ont été réalisés au cours des dix dernières années. Les réformes de la gouvernance et les initiatives d'approvisionnement responsable semblent décourager l'ingérence armée dans le secteur minier artisanal. Il existe une différence notable entre le secteur aurifère et le secteur 3T. Le secteur 3T a connu les meilleurs progrès, mais pourrait aussi être considéré comme « une question plus facile à traiter » : il a traditionnellement été moins sujet au financement des conflits que l'or et il ne représente pas plus de 23 % du secteur de l'EMAPE dans l'Est de la RDC.²⁵

25 23 % des travailleurs (76 000 travailleurs sur 330 000) dans les sites miniers visités par IPIS entre 2013 et 2022 travaillent dans des mines contenant des minerais 3T, tandis que 78 % (258 000 travailleurs sur 330 000) travaillent dans des mines d'extraction aurifère. Source : Artisanal mining in DR Congo - IPIS Open Data Dashboard, consulté le 13 juillet 2022, https://ipisresearch-dashboard.shinyapps.io/open_data_app/

L'impact global des réformes de gouvernance et des initiatives d'approvisionnement responsable sur la sécurité et l'ingérence armée dans les mines restent toutefois décevants. Après toutes ces années, 57 % des mineurs (54 000 mineurs sur un total de 94 000)²⁶ sont toujours touchés par l'ingérence d'acteurs armés (étatiques et non-étatiques). La dynamique a certainement changé et l'EMAPE ne finance plus les conflits ouverts à grande échelle dans la même mesure qu'au début du siècle. Cependant, l'extorsion et le racket sous motif de protection ainsi exercés par l'armée et des groupes armés congolais locaux sont toujours omniprésents dans les mines d'or. La plupart des orpailleurs sont toujours soumis à une taxation illégale ou à d'autres formes d'extorsion pratiquées par des acteurs armés.

Les chiffres relatifs à « l'ingérence armée » doivent être contextualisés. Comme la majeure partie de « l'ingérence armée » est le fait des FARDC, elle n'est souvent pas directement liée au « financement des conflits », mais plutôt aux pratiques générales de prédation qui prospèrent dans un climat d'insécurité et de corruption systémique. Alors que les FARDC ont un besoin urgent d'un véritable processus de réforme, leur comportement s'inscrit également dans cette problématique plus vaste de corruption et de prédation. Les mineurs se sont plaints du comportement d'agents étatiques (non armés), appartenant par exemple au Ministère des mines, dans 74 % des mines où ils sont présents.

Au-delà de la définition traditionnelle du « financement des conflits », il est de plus en plus important d'analyser les problèmes sécuritaires plus généraux entourant l'exploitation minière. Alors que le nombre de mines touchées par des groupes armés est limité dans certaines zones, plusieurs problèmes de sécurité restent étroitement liés à l'exploitation minière. En plus de l'extorsion pratiquée par les FARDC, des tensions et des conflits locaux persistent autour de l'accès aux mines et aux minerais avec le risque que les différentes parties se tournent vers des acteurs armés pour protéger leurs revendications. Par ailleurs, la présence d'exploitations semi-industrielles, souvent développées grâce à des investissements étrangers, représente une autre source de tension. Ces exploitations, qui ont un impact considérable sur les communautés et l'environnement local, ont créé un grand mécontentement dans plusieurs provinces. Enfin, plusieurs tensions intercommunautaires latentes ont été observées dans les zones minières visitées et beaucoup d'anciens membres Mai Mai non démobilisés travaillaient dans les mines. Ces deux problèmes ont un impact fort sur l'exploitation minière et affectent plus particulièrement la capacité des agents étatiques à surveiller le secteur.

Aborder ces problèmes – en particulier les tensions intercommunautaires, la concurrence locale pour l'accès aux ressources, le comportement des agents (de sécurité) de l'État, la ruée vers l'or d'acteurs semi-industriels, les anciens combattants non démobilisés – revêt une importance cruciale pour améliorer les perspectives d'une exploitation et d'un approvisionnement en minerais plus responsables. Les zones qui ne sont pas touchées par des conflits ouverts pourraient tirer grand profit d'une surveillance accrue liée à la traçabilité et à la mise en œuvre du devoir de diligence. Cependant ces efforts de traçabilité et de diligence doivent être développés et mis en œuvre de manière plus participative tout en tenant compte des défis contextuels mentionnés.

26 Pour les 785 mines visitées par IPIS entre avril 2019 et avril 2022.

***Independent research and
capacity building for durable peace,
sustainable development
and human rights***

